



AYITI INTEL | ONE-STOP INTELLIGENCE BRIEF

December 31, 2025

Intelligence for Haiti's Democratic Transition

RÉSUMÉ EXÉCUTIF

Le Premier ministre Fils-Aimé a publiquement approuvé le calendrier électoral révisé du CEP le 30 décembre, le qualifiant de réaliste et crédible, marquant la première normalisation explicite par le gouvernement du vide constitutionnel de 365 jours entre le 7 février 2026 et le 7 février 2027. Les médias haïtiens ont publié des éditoriaux cinglants alléguant que le CPT se livre à des manœuvres silencieuses pour prolonger son mandat au-delà de l'échéance constitutionnelle. Les données économiques ont confirmé la décennie perdue d'Haïti avec une contraction cumulative du PIB de 16 pour cent de 2019 à 2025. La violence des gangs est demeurée absente pour le onzième jour consécutif alors que les groupes armés suspendent stratégiquement leurs opérations pendant la période des fêtes avant l'escalade prévue en janvier 2026. Trente-huit jours restent jusqu'au 7 février 2026.



RÉSUMÉ RAPIDE POUR LES PARTIES PRENANTES

Le PM Fils-Aimé a approuvé le calendrier du CEP le 30 décembre le qualifiant de réaliste et crédible malgré le vide constitutionnel de 365 jours.

Vant Bèf Info et Rezo Nòdwès ont publié des éditoriaux accusant le CPT de manœuvres silencieuses pour s'accrocher au pouvoir au-delà du 7 février.

Les données de l'IHSI montrent un déclin cumulatif du PIB de 16 pour cent de 2019 à 2025 confirmant l'effondrement économique structurel.

Onzième jour consécutif sans violence majeure des gangs suggérant un positionnement stratégique avant l'escalade de 2026.

Trente-huit jours jusqu'à l'expiration du mandat du CPT le 7 février 2026.

DÉVELOPPEMENT 1

Le gouvernement normalise le vide constitutionnel par l'approbation du calendrier

Le Premier ministre Alix Didier Fils-Aimé a rencontré le Conseil Electoral Provisoire le 30 décembre et a publiquement approuvé le calendrier électoral révisé du CEP. Le PM a déclaré avoir pris note avec satisfaction de la publication du calendrier électoral et a félicité le Conseil Présidentiel de Transition pour son engagement à élaborer le décret électoral. Il a caractérisé le calendrier comme réaliste et crédible et conforme aux exigences démocratiques. Ceci représente la première approbation explicite par le gouvernement de la révision du calendrier du CEP du 25 décembre qui a abandonné l'échéance de publication de la liste des candidats du 22 décembre et créé un vide constitutionnel de 365 jours entre le 7 février 2026 et le 7 février 2027.

L'approbation s'est produite un jour avant le réveillon du Nouvel An et 38 jours avant l'expiration du mandat constitutionnel du CPT. En louant le calendrier et en félicitant le CPT, le PM tente de normaliser une transition extra-constitutionnelle sans annoncer formellement une prolongation de mandat. Cette stratégie repose sur la continuité opérationnelle plutôt que sur la déclaration légale. Le gouvernement procède avec un calendrier électoral qui exige structurellement que le CPT gouverne jusqu'en 2026 tout en évitant la confrontation directe avec les acteurs internationaux qui

ont déclaré le 7 février comme la fin inconditionnelle du mandat transitoire.

La stratégie d'approbation fait face à trois obstacles critiques. L'ambassadeur canadien Sébastien Giroux a déclaré le 16 décembre que le 7 février représente la fin inconditionnelle du mandat du CPT, excluant toute légitimation internationale d'une quelconque prolongation. La coalition MORN a déclaré le 28 décembre que le mandat du CPT est déjà expiré et que les autorités ne sont autorisées qu'à la gestion des affaires courantes. La clause de continuité institutionnelle de la feuille de route de l'OEA exige que les acteurs internationaux travaillent avec les autorités haïtiennes pour éviter un vide de pouvoir mais ne précise pas que le CPT demeure l'autorité reconnue après le 7 février.

La réunion du 30 décembre représente un effort calculé pour établir des faits sur le terrain. En obtenant l'approbation gouvernementale du calendrier, l'acceptation opérationnelle du CEP et l'acquiescement international par le silence, le CPT cherche à rendre son expiration du 7 février logistiquement impossible sans déclencher l'effondrement de l'État. Ceci reflète le schéma identifié dans les éditoriaux des médias publiés le 31 décembre alléguant des manœuvres silencieuses pour prolonger le pouvoir. La stratégie dépend des acteurs internationaux priorisant la stabilité plutôt que l'adhésion constitutionnelle lorsque confrontés au choix binaire entre la continuation du CPT et le vide institutionnel.



CONTEXTE HISTORIQUE

Le Conseil Présidentiel de Transition a été établi le 3 avril 2024 par l'Accord Politique du 3 avril avec un mandat constitutionnel expirant le 7 février 2026. Les membres du CPT ont prêté serment le 25 avril 2024 promettant de respecter le calendrier transitoire et d'organiser des élections dans la période du mandat. La révision du calendrier du CEP du 25 décembre représente le quatrième échec majeur d'échéance électorale depuis l'établissement du CPT, suivant les engagements manqués pour le lancement de l'inscription des électeurs en juin 2024, le référendum constitutionnel en septembre 2024 et la publication de la liste des candidats le 22 décembre 2025.

POINTS DE DISCUSSION

L'approbation du PM représente la première validation gouvernementale de la stratégie de vide constitutionnel de 365 jours.

Le calendrier loué comme réaliste et crédible malgré l'exigence de gouvernance du CPT jusqu'en février 2027.

L'approbation crée des faits opérationnels sur le terrain pour rendre l'expiration du 7 février 2026 logistiquement impossible.

La stratégie fait face à l'opposition de la déclaration de fin inconditionnelle de l'ambassadeur canadien Giroux et de la déclaration de mandat expiré de MORN.

Le gouvernement procède avec l'implémentation du calendrier tout en évitant l'annonce formelle de prolongation de mandat.

La communauté internationale fait face au choix binaire entre accepter la continuation du CPT ou déclencher un vide institutionnel.

DÉCISIONS RECOMMANDÉES

Surveiller les déclarations du CPT ou du gouvernement début janvier abordant directement le statut du mandat du 7 février.

Suivre la réponse de la communauté internationale à l'approbation du PM particulièrement du Canada des États-Unis et de la CARICOM.

Évaluer si l'OEA ou l'ONU convoque des consultations d'urgence sur les mécanismes de continuité institutionnelle.

Préparer des scénarios pour l'acceptation de la prolongation du CPT et les mécanismes de transition alternatifs.

Surveiller la mobilisation de l'opposition intérieure particulièrement la réponse de la coalition MORN à la stratégie de normalisation.

Évaluer si la caractérisation de calendrier réaliste du PM signale l'acceptation du calendrier prolongé par les partenaires internationaux.



CONFIANCE



Haute confiance basée sur les rapports institutionnels officiels.

DÉVELOPPEMENT 2

Les médias allèguent que le CPT se livre à des manuvres silencieuses pour prolonger le pouvoir

Vant Bèf Info a publié un éditorial le 31 décembre intitulé Au-delà du 7 février 2026 les manuvres silencieuses du CPT pour s'accrocher au pouvoir argumentant que le conseil transitoire se prépare tranquillement à prolonger son mandat au-delà de l'échéance constitutionnelle. L'éditorial suggère que l'approbation du calendrier du CEP par le PM le 30 décembre fait partie d'une stratégie pour normaliser le vide constitutionnel de 365 jours sans annoncer formellement une prolongation de mandat. Rezo Nòdwès a publié un éditorial parallèle intitulé 7 février le Conseil présidentiel de transition ou l'art haïtien de rester après avoir juré de partir caractérisant le comportement du CPT comme emblématique de la culture politique haïtienne de promesses non tenues.

Les deux éditoriaux cadrent l'approbation du calendrier comme preuve de préparation systématique pour une prolongation inconstitutionnelle. L'analyse de Vant Bèf Info s'aligne avec les allégations précédentes du RNDDH le 26 décembre selon lesquelles les membres du CPT ont proposé des primes de départ de 500000 à 600000 dollars et l'affirmation de Samuel Madistin le 28 décembre qu'un décret de la Haute Cour protégerait les dirigeants du CPT des poursuites. Le récit éditorial suggère que ces éléments constituent une stratégie coordonnée pour obtenir des incitations financières l'immunité légale et l'acquiescement international pour une gouvernance continue au-delà du 7 février.

Le titre de Rezo Nòdwès défie directement la légitimité du CPT en invoquant la cérémonie de serment du 25 avril 2024. Les membres du CPT ont juré de respecter le calendrier transitoire et d'expirer le 7 février 2026 créant un engagement public que l'approbation actuelle du calendrier semble violer. En caractérisant ceci comme l'art haïtien de rester après avoir juré de partir, l'éditorial positionne le comportement du CPT dans un schéma historique d'élites politiques prolongeant leurs mandats par manipulation procédurale plutôt que renouvellement démocratique.

Le National a publié une rétrospective de fin d'année documentant que quatre différents présidents du CPT en 2025 ont fait des promesses publiques de restaurer la sécurité et organiser des élections. Leslie Voltaire en janvier, Fritz Alphonse Jean en mai, Laurent Saint-Cyr en août et Edgar Leblanc Fils par rotation de fin d'année ont tous promis des progrès qui ne se sont pas matérialisés. La rétrospective valide le scepticisme des médias concernant les engagements de calendrier du gouvernement et mine la caractérisation du PM du calendrier révisé comme réaliste et crédible lorsque les calendriers précédents se sont avérés aspirationnels plutôt qu'opérationnels.



CONTEXTE HISTORIQUE

L'histoire politique d'Haïti comprend de multiples instances de dirigeants prolongeant leurs mandats au-delà des limites constitutionnelles. Le président Michel Martelly a gouverné sans parlement de janvier 2015 à janvier 2016 après avoir échoué à tenir des élections législatives. Le président Jovenel Moïse a gouverné par décret de janvier 2020 jusqu'à son assassinat en juillet 2021 après l'expiration des mandats parlementaires. Le CPT a été établi spécifiquement pour éviter de répéter ce schéma en créant un calendrier transitoire fixe avec supervision internationale, rendant les allégations actuelles de prolongation particulièrement significatives comme preuve d'échec systémique de gouvernance.

POINTS DE DISCUSSION

L'éditorial de Vant Bèf Info allègue que le CPT se livre à des manœuvres silencieuses pour normaliser la prolongation de mandat.

Rezo Nòdwès caractérise le comportement du CPT comme l'art de rester après avoir juré de partir. Les éditoriaux connectent l'approbation du calendrier par le PM à un schéma plus large incluant les primes de départ et les propositions d'immunité légale.

La rétrospective du National documente les promesses échouées de quatre présidents du CPT en 2025 sur la sécurité et les élections.

Le récit médiatique défie la caractérisation réaliste et crédible du calendrier par le PM.

La résistance éditoriale démontre l'opposition intérieure à la stratégie de normalisation malgré la mobilisation de rue limitée.

DÉCISIONS RECOMMANDÉES

Suivre les tendances du contenu éditorial en janvier pour l'escalade des défis de légitimité du CPT. Surveiller si les allégations médiatiques influencent la capacité de mobilisation de la coalition MORN.

Évaluer si la critique éditoriale signale un rejet plus large de la société civile de la prolongation malgré la faible participation aux protestations.

Évaluer si les médias indépendants servent d'indicateur d'alerte précoce pour la résistance institutionnelle.

Surveiller la réponse du gouvernement aux allégations éditoriales ou la stratégie continue de procéder par le silence.

Considérer le récit éditorial comme baromètre de l'acceptation de la continuation du CPT par la population urbaine éduquée.



CONFIANCE



Haute confiance basée sur les publications éditoriales vérifiées.

DÉVELOPPEMENT 3

Les données économiques confirment la décennie perdue avec une contraction cumulative de 16 pour cent

Haiti Libre a republié les données des Comptes Économiques de l'IHSI le 31 décembre soulignant que la contraction du PIB de 2,7 pour cent en 2025 porte le déclin économique cumulatif de 2019 à 2025 à 16 pour cent. Ceci représente la pire performance économique sur sept ans depuis le tremblement de terre de 2010. L'économie haïtienne s'est rétrécie de près d'un sixième au cours de cette période entraînée par le contrôle territorial des gangs de 80 pour cent de Port-au-Prince, l'instabilité politique sans élections depuis 2016 et la crise humanitaire affectant 4,2 millions de personnes représentant 37 pour cent de la population.

Le déclin cumulatif de 16 pour cent démontre qu'Haïti vit un effondrement structurel plutôt qu'une crise temporaire. L'activité économique s'est contractée continuellement malgré de multiples changements de direction gouvernementale incluant l'assassinat du président Jovenel Moïse en juillet 2021, la démission du Premier ministre Ariel Henry en mars 2024 et l'établissement du CPT en avril 2024. La constance de la détérioration économique à travers différentes configurations politiques valide que les échecs de gouvernance transcendent les dirigeants individuels et reflètent une rupture institutionnelle systémique.

La rétrospective de fin d'année du National a documenté la futilité des promesses du CPT tout au long de 2025. Quatre différents présidents du CPT ont promis de restaurer la sécurité et organiser des élections pourtant l'année s'est terminée avec des conditions pires que le 1er janvier 2025. Le contrôle territorial des gangs s'est élargi, l'échéance de liste des candidats du 22 décembre a été manquée et le vide constitutionnel de 365 jours a été créé. L'approbation du PM le 30 décembre d'un calendrier exigeant que le CPT gouverne jusqu'en 2026 ignore cette preuve. Le CPT a échoué à livrer la sécurité, les élections ou la récupération économique en 21 mois d'avril 2024 à décembre 2025. Prolonger son mandat pour 12 mois supplémentaires approfondira probablement plutôt que

renversera l'effondrement.

Les données économiques fournissent une validation empirique pour les arguments contre la prolongation du CPT. Si 21 mois de gouvernance du CPT ont produit un déclin cumulatif de 16 pour cent et zéro progrès sur la sécurité ou les élections, prolonger le mandat à 33 mois au total jusqu'en février 2027 manque de justification politique. La caractérisation du calendrier révisé comme réaliste par le PM doit être évaluée contre le bilan démontré du CPT d'échec à atteindre les objectifs déclarés. Un effondrement économique de cette magnitude exige la stabilité politique par un gouvernement légitime et le renouvellement démocratique, ni l'un ni l'autre que la stratégie actuelle de prolongation ne fournit.



CONTEXTE HISTORIQUE

Le PIB d'Haïti s'est contracté de 5,1 pour cent en 2010 suivant le tremblement de terre de janvier qui a tué plus de 200000 personnes et détruit les infrastructures critiques. Le déclin cumulatif actuel de 16 pour cent de 2019 à 2025 dépasse ce choc d'une seule année étalé sur sept ans, indiquant un échec systémique soutenu. Les contractions pluriannuelles précédentes se sont produites pendant la période d'embargo 1991-1994 suivant le coup d'État contre le président Jean-Bertrand Aristide et la violence politique 2004-2006 suivant le second départ d'Aristide. La période 2019-2025 représente la contraction économique soutenue la plus longue de l'histoire moderne d'Haïti.

POINTS DE DISCUSSION

Les données de l'IHSI montrent un déclin cumulatif du PIB de 16 pour cent de 2019 à 2025 le pire depuis le tremblement de terre de 2010.

La contraction de sept ans démontre un effondrement structurel non une crise temporaire.

La détérioration économique s'est poursuivie malgré les changements de direction de Moïse à Henry au CPT.

Quatre présidents du CPT en 2025 ont échoué à livrer la sécurité et les élections promises.

Le bilan de 21 mois du CPT montre zéro progrès justifiant la prolongation de mandat.

La récupération économique exige la stabilité politique et la légitimité démocratique que la stratégie de prolongation ne peut fournir.

DÉCISIONS RECOMMANDÉES

Utiliser les données de déclin de 16 pour cent pour défier la caractérisation de calendrier réaliste du PM dans les communications avec les parties prenantes.

Mettre en évidence le bilan du CPT lors de l'évaluation des propositions de la communauté internationale pour la prolongation de mandat.

Préparer des évaluations d'impact économique pour les scénarios incluant la continuation du CPT versus les mécanismes de transition alternatifs.

Surveiller les données du PIB du T4 2025 et du T1 2026 pour l'accélération ou la décélération du taux de contraction.

Suivre la corrélation entre les pourcentages de contrôle territorial des gangs et les métriques

d'activité économique.

Évaluer si les données d'effondrement économique influencent la volonté des donateurs internationaux de financer le calendrier prolongé du CPT.



CONFIANCE



Haute confiance basée sur les rapports institutionnels officiels de l'IHSI.

DÉVELOPPEMENT 4

Onzième jour consécutif sans violence majeure signale une pause stratégique des gangs

Le 31 décembre a marqué le onzième jour consécutif sans violence majeure des gangs rapportée suivant un schéma qui a commencé le 21 décembre. Les sources surveillées incluant Haiti Libre, Haiti24, Le Nouvelliste et Vant Bèf Info ont rapporté zéro incident de sécurité le réveillon du Nouvel An à partir de 17h16 HNE. Ceci représente la pause opérationnelle soutenue la plus longue en 2025 excluant les incidents isolés du 23 décembre impliquant une attaque maritime de la garde côtière repoussée et l'attaque de l'Hôpital Général du 24 décembre plus la frappe de drone de la Minoterie tuant des dizaines de personnes.

La pause opérationnelle démontre la capacité des gangs à moduler stratégiquement la violence plutôt que d'opérer sous contrainte externe. Les groupes qui contrôlent 80 pour cent de Port-au-Prince et ont mené des attaques systématiques jusqu'à mi-décembre incluant la fusillade d'école de Pétion-Ville du 19 décembre et le massacre de Carrefour-Feuilles du 20 décembre peuvent suspendre les opérations à volonté. Le timing pendant la période des fêtes suggère que les gangs consolident leurs positions, surveillent les développements politiques et se préparent pour l'escalade début janvier 2026 alors que l'échéance du 7 février approche.

Le Crisis Group a évalué le 15 décembre que les gangs surveillent stratégiquement le processus électoral et politique pour déterminer leurs options de levier du 7 février. En mettant en pause les opérations pendant la manifestation assise de MORN du 29 décembre, les gangs ont observé que la mobilisation de l'opposition a produit une participation limitée et une tolérance de la PNH sans répression. En mettant en pause jusqu'au réveillon du Nouvel An, les gangs évitent de déclencher l'attention internationale pendant la période des fêtes lorsque la couverture médiatique et l'engagement diplomatique sont réduits. Le schéma valide l'analyse du Crisis Group que les groupes armés cherchent l'amnistie dans le cadre de toute négociation de transition du 7 février.

La déclaration du PM du 28 décembre déclarant aucune négociation avec les gangs représente une doctrine de solution militaire que la pause de onze jours mine. Le don des États-Unis de 25 véhicules blindés à la PNH le 27 décembre démontre l'investissement international continu dans la capacité des forces de sécurité. Cependant, la pause opérationnelle prouve que les gangs ne sont ni militairement vaincus ni contraints. Attendez-vous à ce que la violence reprenne début janvier

suivant le Jour de l'Indépendance haïtienne le 1er janvier alors que les groupes armés testent la résolution du gouvernement et signalent leur capacité à perturber tout processus de transition qui exclut leurs intérêts. La pause est une préparation tactique pour l'escalade non une preuve de progrès sécuritaire.



CONTEXTE HISTORIQUE

Les pauses opérationnelles des gangs ont historiquement précédé les escalades majeures en Haïti. Le calme relatif pendant les deux premières semaines d'avril 2024 a immédiatement précédé la violence intense qui a forcé la démission du Premier ministre Ariel Henry et permis l'établissement du CPT. La pause des fêtes de décembre 2023 a précédé la montée de février-mars 2024 qui a fermé l'Aéroport International Toussaint Louverture et encerclé le Palais National. Les gangs utilisent les pauses opérationnelles pour se réapprovisionner, coordonner entre factions et se positionner pour un impact maximal lorsque la violence reprend, rendant le calme actuel un indicateur préoccupant plutôt qu'un développement positif.

POINTS DE DISCUSSION

Onzième jour consécutif sans violence majeure représente la pause opérationnelle la plus longue de 2025.

Le schéma démontre la capacité des gangs à moduler la violence stratégiquement non par contrainte externe.

Le timing pendant la période des fêtes suggère la consolidation avant l'escalade de janvier 2026. La pause valide l'évaluation du Crisis Group que les gangs surveillent le processus politique pour les opportunités de levier.

La doctrine d'aucune négociation du PM minée par la preuve que les gangs ne sont pas militairement vaincus.

Le schéma historique montre que les pauses opérationnelles précèdent les escalades majeures non les améliorations sécuritaires soutenues.

DÉCISIONS RECOMMANDÉES

Préparer pour la reprise de la violence dans la première semaine de janvier suivant le Jour de l'Indépendance le 1er janvier.

Surveiller l'activité des gangs dans les premières 48 heures après le Nouvel An pour les signaux du calendrier d'escalade.

Évaluer si la pause opérationnelle reflète la coordination entre les factions majeures de gangs.



Évaluer si la pause démontre la confiance des gangs dans le levier politique versus la peur des opérations de sécurité.

Suivre les schémas de déploiement de la PNH pendant la pause pour les indicateurs de préparation institutionnelle.

Considérer si la pause des gangs influence la pression du calendrier de la communauté

internationale sur la question du mandat du CPT.



CONFIANCE



Haute confiance basée sur l'absence de rapport cohérente à travers de multiples sources indépendantes.

À SURVEILLER PROCHAINEMENT

PROCHAINES 24 À 48 HEURES

La reprise de la violence après le Jour de l'Indépendance haïtienne le 1er janvier signifierait la fin de la pause opérationnelle de onze jours. L'activité des gangs dans les premières 48 heures de 2026 indiquera si les groupes armés maintiennent la pause stratégique jusqu'à début janvier ou escaladent immédiatement pour tester la capacité de réponse sécuritaire du gouvernement. Zéro incident jusqu'au 2 janvier suggérerait que les gangs prolongent la pause en attendant les développements politiques tandis que les attaques du 1-2 janvier démontreraient un calendrier opérationnel lié aux dates symboliques plutôt qu'au calcul politique. Surveiller les zones du centre-ville de Port-au-Prince, les zones commerciales de Pétiion-Ville et les infrastructures critiques pour les cibles de première frappe.

CETTE SEMAINE

Une déclaration du CPT ou du gouvernement abordant l'expiration du mandat du 7 février d'ici le 3-5 janvier clarifierait si la stratégie de normalisation continue par le silence ou transite vers l'annonce explicite de prolongation. La réponse de la communauté internationale à l'approbation du calendrier par le PM du 30 décembre particulièrement du Canada des États-Unis et de la CARICOM d'ici la fin de la première semaine de janvier signalera l'acceptation ou le rejet du vide constitutionnel de 365 jours. La capacité de mobilisation de la coalition MORN en réponse à l'approbation du calendrier testerait si la critique éditoriale se traduit en opposition de rue. Les étapes opérationnelles du CEP implémentant le calendrier révisé incluant le recrutement du personnel ou la planification de l'inscription des électeurs confirmeraient que le gouvernement procède malgré l'incertitude du mandat.

HORIZON STRATÉGIQUE

Des consultations d'urgence de l'OEA de la CARICOM ou de l'ONU d'ici mi-janvier sur les mécanismes de continuité institutionnelle indiqueraient que les acteurs internationaux préparent des cadres de transition alternatifs plutôt que d'accepter la prolongation du CPT. L'escalade de la violence des gangs dans la deuxième ou troisième semaine de janvier ciblant les infrastructures électorales ou les installations internationales signifierait la stratégie de levier du 7 février des groupes armés. Les indicateurs économiques pour le T4 2025 et le T1 2026 montrant une

accélération au-delà du déclin cumulatif de 16 pour cent augmenteraient la pression pour une résolution politique immédiate plutôt qu'un calendrier de transition prolongé. La formation d'une coalition d'opposition intérieure au-delà de MORN rassemblant la société civile, le secteur privé et les réseaux de la diaspora défierait la légitimité du CPT plus efficacement que les protestations isolées.

SOURCES PRIMAIRES

Haiti Libre. Haiti Elections: The PM Reiterates to the CEP His Determination to Support the Electoral Process. 31 décembre 2025.

Vant Bèf Info. Au-delà du 7 février 2026: les manuvres silencieuses du CPT pour s'accrocher au pouvoir. 31 décembre 2025.

Rezo Nòdwès. 7 février: le Conseil présidentiel de transition ou l'art haïtien de rester après avoir juré de partir. 31 décembre 2025.

Haiti Libre. Haiti News: Zapping. 31 décembre 2025.

Le National. 2025: Une année politique mouvementée et pleine d'incertitudes. 31 décembre 2025.

Institut Haïtien de Statistique et d'Informatique. Comptes Économiques 2025. Publié via Haiti Libre 31 décembre 2025.

International Crisis Group. Haiti: Gangs Exploiting Political Deadlock. 15 décembre 2025.

Réseau National de Défense des Droits Humains. Allégations de primes de départ du CPT. 26 décembre 2025.

Mouvement Oganizasyon Revolisyone Nasyonalis Mouvmman MORN. Déclaration sur l'expiration du mandat du CPT. 28 décembre 2025.

Ambassade du Canada à Port-au-Prince. Déclaration de l'ambassadeur Giroux sur l'échéance du 7 février. 16 décembre 2025.

Organisation des États Américains. Clause de continuité institutionnelle de la feuille de route de l'Accord Politique. 3 avril 2024.

Haiti Libre. Le Premier ministre visite le quartier général de la PNH. 28 décembre 2025.

Département d'État des États-Unis. Don de véhicules blindés à la Police Nationale d'Haïti. 27 décembre 2025.

Haiti Libre. La garde côtière repousse une attaque maritime. 23 décembre 2025.

Le Nouvelliste. Attaque de l'Hôpital Général et frappe de drone de la Minoterie. 24 décembre 2025.